L'ABEILLE.

PAR BULLIT, BULLEN & MAGNE.

No 81, rue Chartres

NOUVELLE ORLEANS:

JEUDI MATIN, 30 MAI 1839.

POUR PRESIDENT DES ETATS-UNIS

HENRY CLAY,

DU KENTUCKY.

Soumis à la décision d'une Convention Nationale.

Monsieur le Consul de France, désirant faciliter les personnes qui veulent souscrire pour les victimes du tremblement de terre de la Martinique, a bien voulu nous envoyer une liste de souscription qui devra rester déposée dans nos bureaux.

ABSURDITE.

Le Louisianais qui nous menaçait hier de son silence revient aujourd'hui sur sa détermination, il aura tort, le premier mouvement est toujours le meilleur.

Nous lui avons prouvé lorsqu'il nous jetait au nez l'épithète d'*étranger*, que nous étions plus exclusifs que lui; puis abandonnant l'étroitesse d'une pareille question, nous avons ajouté, que le privilège *Louisianais* était reçu qui défendait les intérêts du pays avec le plus d'intelligence et de dévouement, et qui sont ce double rapport nous ne pensions pas avoir rien à gagner à quitter au Louisianais.

Sur ce, grande colère de sa part, explosion violente d'indignation, il appela cela de *l'autre côté dans et de la fatuité*.

Ainsi il est bien constant, les gens qui croient avoir autant d'intelligence et de dévouement que le titre confère, sont atteint et convaincu d'autre chose que de fatuité. 2o. que quiconque croira n'avoir pas besoin des leçons du grand quinquet du *Louisianais*, sera immédiatement livré au public qui sera sonner de rire de son insolence.

Et bien malgré cela, nous sommes incorrigible. Nous croyons fermement que tout médiocre que nous soyons, nous n'avons cependant rien à envier à notre rival parbe confrère. S'il appelle cela des prétentions, il a vu lui, mieux que le *bout de l'oreille*, il montre l'oreille toute entière, et *qu'elle oreille!*

Nous n'avons pas l'outre-cuidance d'aspirer à la place d'honneur dans le journalisme; non pas que nous croyons que la place soit prise, mais nous sommes persuadé que ni le Louisianais, ni nous, ne sommes d'étoffe à l'occuper.

Le grand Polonaise qui nous répliqua aujourd'hui nous reproche de traiter les questions avec trop de légèreté: pour nous, nous ne lui ferons pas le même reproche. Nous conviendrons volontiers qu'il est l'écrivain le plus lourd, le plus diffus; et le plus assommant que nous ayons jamais rencontré. Mais si la force lui manque absolument, peut-être la logique ne lui fera pas défaut, voyons:

Nous avons dit que nous regardions comme *illégale et dangereuse l'émission des post-notes*, Juste ou non, telle est notre opinion. Il est vrai que nous avons ajouté que les chartes étant muettes sur le point de savoir s'il leur est permis d'émettre des obligations à terme, on *pourrait* en inférer qu'elle ont le droit de le faire. Nous avons dit on *pourrait*, ce qui ne veut pas dire que nous l'admettions; mais que la conséquence admise malgré nous, ce droit ne saurait être exercé que d'une manière singulièrement restreinte: passe qu'autrement il serait *dangereux*. Nous n'avons point admis cette déduction comme rationnelle; mais si malheureusement elle était adoptée, nous aurons voulu faire nos réserves. Où sont donc, la contradiction et l'inconséquence. Ceci est clair et n'a besoin d'interprétation pour personne, hormis pour le grand Polémiste du Louisianais. Et maintenant comme nous ne révoquons jamais en doute la bonne foi de nos adversaires, nous ne trouvons pas absurde lorsque pour qualifier une pareille argumentation que le mot *absurdité*.

Pauvre journal, pauvre Polonaise, malheureux abonnés!

EMEUTE DE LAFAYETTE.

L'émeute qui a eu lieu samedi dans la ville de Lafayette par suite de l'affaire Sperkman, et dans laquelle l'honorable juge de la cour Criminelle aurait été percé du en effigie, nous semble un fait, tellement grave que nous pensons devoir y revenir.

En droit criminel le juge ne peut pas se tromper: ce n'est ni vous admettre l'intervention de la populace dans les jugements qu'il a rendus, ni vous admettre qu'elle puisse surtout manifester sa désapprobation d'une manière illégale, il n'y a plus de justice possible.

Lors même qu'un coupable a été reconnu innocent, rien ne peut absoudre le verdict du jury, il n'a pas pu se tromper. Le recours en grâce est la pour faire la part à la faiblesse humaine. La grâce est le privilège du pouvoir mais il ne saurait jeter un point dans la balance de la justice.

Le gouverneur peut faire grâce à spekeman, mais son absolution ne préjuge en rien sur le fond ou non jugé.

Si le principe semble trop rigoureux à la très incertain, on reconnait ensuite que s'il n'était pas admis passé il n'y aurait plus de société possible. Sans doute comme toutes les institutions humaines, il présente ses imperfections. Mais tel qu'il est il n'en est pas moins la pierre angulaire de la société, si vous la touchez, l'édifice s'écroulera, et vous serez tous englutis sous ses ruines.

Nous déplorons bien sincèrement que les masses se laissent aller à des excès d'emportement qui forcerait bientôt reculer un peuple vers la Barbarie, si les bons esprits ne se réunissaient tous pour les flétrir.

Les masses sont plus intéressées que les autres au maintien des institutions. car c'est dans leur main ou seul qu'elles puissent leur puissance et leur vitalité, c'est la garantie de leur liberté.

D'ailleurs nous ne voyons pas en quoi une émeute peut servir à la cause qu'on veut défendre, et qu'un acte scandaleux, doive être le préfude de la grâce qu'on veut demander au premier magistrat de la Louisiane: la violation du droit, même au despotisme et à l'esclavage.

Vot. —Dans la nuit de mardi à mercredi, vers minuit et un quart, des voleurs se sont introduits dans une maison faisant l'encoignure des rues Villere et Bienville, en escaladant une clôture de cour. Les absolument d'un chien qui se trouvait dans la cour par où il a fallu passer, ayant bientôt réveillé les locataires de la maison, les voleurs n'ont eu que le temps de s'emparer d'une pendule et de quelques objets de peu de valeur.

Vigoureusement poursuivis, les voleurs n'ont eu que le temps de s'échapper; et dans leur précipitation ils ont laissé tomber, en courant, deux paires de pantoufles qui ont servi à mettre plus sûrement sur leurs traces.

On a trouvé un individu, Irlandais d'origine, dans une baraque de la rue St. Louis, faubourg Trémé auquel une des paires de pantoufles allait très bien et que la garda du poste de la prison a arrêté.

Nous appelons particulièrement l'attention de la police sur ces mauvaises baraques en bois de la rue St. Louis, en face de l'ancien cimetière protestant, qui servent de refuge, à ce qu'il paraît, chaque nuit, à une foule de gens sans aveu pour ne pas dire de malfaiteurs.

BELLE DÉCISION DE AMOS KENDALL.

Il paraît que le gouvernement ne considère pas le *Lloyd's list* comme un journal, puisque Amos Kendall vient de donner des ordres pour assujétir cette feuille aux droits de *postage* perçus sur les lettres.

Le *Lloyd's list* n'est pas un journal? C'est bien trouvé vraiment. Messieurs Martin Van Buren, Amos Kendall et compagnie ont décidé qu'un journal commercial n'est pas un journal! Et sans doute que toutes les feuilles purement commerciales voilà désormais assujéties à la même règle. Le tour des journaux littéraires viendra sans doute bientôt après et nos gouvernants déclareront qu'il n'y a de journaux que les journaux politiques. Enfin on finira par décider qu'il n'y a de journaux que les journaux du parti. Les seuls journaux alors seront le Globe, le Post, le New Era et autres de la même clique.

Jusques à quand se soumettra-t-on ainsi aux firmans de ces visirs à manque démocratique?

Nous voyons du journal officiel du Conseil Général, les deux ordonnances suivantes adoptées dans sa séance du 21 du courant.

ORDONNANCE

Concernant les droits de Levée dannes pour le port de la Nouvelle-Orléans.

Le Conseil Général des trois Municipalités réunies de la ville de la Nouvelle Orléans, conformément à l'Acte 20me. section de l'acte d'incorporation approuvé le 8 mars 1836,

Arrête ce qui suit:

Article 1er. Les droits de Levée sur les navires et autres embarcations pontées venant de la mer, sont établis comme suit:

Pr. chaque navire	de la mer au dessus de	75 tx.	$12
do	do	de 75 à 100 do	15
do	do	de 100 à 125 do	20
do	do	de 125 à 150 do	25
do	do	de 150 à 200 do	30
do	do	de 200 à 250 do	40
do	do	de 250 à 300 do	50
do	do	de 300 à 350 do	55
do	do	de 350 à 400 do	60
do	do	de 400 à 450 do	65
do	do	de 450 à 500 do	75
do	do	de 500 à 550 do	85
do	do	de 550 à 600 do	95
do	do	de 600 à 650 do	105
do	do	de 650 à 700 do	110
do	do	de 700 à 750 do	120
do	do	au dessus de 750 do	130

Article 2. Le paiement de ces droits sera exigé et collecté par la Municipalité dans les limites de laquelle lesdits bâtiments seront amarrés en arrivant de la mer; et un droit additionnel d'un tiers en sus desdits droits de Levée sera payé par tout navire qui demeurera dans le port au delà de deux mois, lequel droit sera collecté au commencement du 3me mois et tout navire qui restera dans le port plus de quatre mois, devra être sujet à un droit additionnel d'un tiers en sus desdits droits de Levée payable au commencement des 5 mois; et il aura le droit d'y demeurer jusqu'à l'expiration de cet mois à dater du jour de son arrivée et amarrage sans pour cela être sujet au paiement d'aucun autre droit de wharfage.

Article 3. Lorsque tout navire aura été déchargé dans un section du port où il aurait primitivement effectué son amarrage, pour se transporter dans une autre section du port sous la juridiction d'une autre Municipalité, cette dernière Municipalité aura droit à recevoir de la Municipalité à laquelle le droit de levée aura été primitivement payé, la proportion d'icelui payable, savoir:

Une moitié dudit droit de Levée qui aurait été payé si le navire n'avait pas demeuré plus de quinze jours dans la section du port où il aura d'abord effectué son amarrage; un tiers si le navire y a séjourné plus de quinze jours et pas plus de vingt-cinq jours, mais s'il y a séjourné plus de vingt-cinq jours, et n'est sera reçu aucune partie dudit droit de Levée. Néanmoins la Municipalité dans les limites de laquelle ledits navire a initialement effectué leur amarrage, aura le droit d'exiger et collecter un droit additionnel d'un tiers en sus des droits de Levée spécifiés en l'article 1er de la présente ordonnance sous les conditions mentionnées en l'article deux; bien entendu qu'aucun droit additionnel ne pourra être exigé d'aucun navire qui ne transporta d'une section du port à une autre dans le but seulement d'approvisionner pour mettre en mer.

Article 4. Tout navire ou bateau à vapeur venant de la mer, qui après son entrée dans le port en sortira pour se rendre à quelque habitation en amont ou aval, y rendre ou en revenant avec une cargaison ou par le de cargaison de tous produits quelconques, et qui aura trouvé dans la ville à l'effet de décharger sa cargaison, sera tenu de payer à son retour de chacun des dits voyages un droit de Levée de huit piastres en sus des droits fixés par l'article premier de la présente ordonnance, lesquels droits seront perçus par la municipalité dans les limites de laquelle la dite navire avait sans opéré son déchargement.

Article 5. Les droits de Levée sur les batteaux ou bateaux à vapeur naviguant sur le fleuve et qui aborderont, et attiendront dans une section des limites incorporées du port, sont et demeurent fixés comme suit:

Pour chaque bat. à vap. au dessous de	75 tx.		$ 5
do	do	de 75 à 100 do	15
do	do	de 100 à 150 do	15
do	do	de 150 à 200 do	20
do	do	de 200 à 250 do	30
do	do	de 250 à 300 do	40
do	do	de 300 à 350 do	50
do	do	de 350 à 400 do	55
do	do	de 400 à 450 do	60
do	do	de 450 à 500 do	65
do	do	de 500 à 550 do	75
do	do	de 550 à 600 do	85
do	do	de 600 à 650 do	95
do	do	de 650 à 700 do	105
do	do	de 700 à 750 do	110
do	do	au dessus de	120

Article 6. Tous navires à vapeur employés comme remorqueurs, qui auront reçu à leurs bords des propriétaires la cargaison en tout ou en partie d'un navire, et qui en effectueront le débarquement à la Levée pairont le susdit droit de Levée spécifié en l'article 1er de la présente ordonnance sous les conditions mentionnées en l'article deux; bien entendu qu'aucun droit additionnel ne pourra être exigé d'aucun navire qui ne transporta d'une section du port à une autre dans le but seulement d'approvisionner pour mettre en mer.

Article 7. Les droits spécifiés dans l'article précédent seront payés à l'époque de l'embarquement de la première cargaison qui sera embarquée dans les limites incorporées du port, par tout capitaine ou autres agents, à l'officier chargé de la collecte par la municipalité dans les limites de laquelle ledits bâtiments auront abordé et attendu.

Article 8. Après le paiement des droits ci-dessus mentionnés, les dits bateaux à vapeur auront le droit de séjourner pendant trente jours dans telle partie du port qu'aura été désignée par la municipalité y exercant juridiction; et tout bateau à vapeur qui séjournera plus de trente jours consécutifs, paiera un droit additionnel de deux piastres par jour jusqu'à son départ, lequel droit de la dite section du port. Ce droit sera collecté journellement; et dans le cas où un bateau à vapeur aurait bougé de sa première amarrage pour se transporter dans une autre municipalité, il sera sujet à payer le dit droit additionnel de deux piastres par jour aux collecteur de la municipalité dans les limites de laquelle il se sera ainsi transporté, soit que ledit terme de trente jours ait expiré ou non à l'époque du dit déplacement.

Article 9. Les bateaux à vapeur employés comme remorqueurs, qui auront reçu à leurs bords des propriétaires la cargaison en tout ou en partie d'un autre vapeur pairont le susdit droit de Levée spécifié en l'article 1er de la présente ordonnance sous les conditions mentionnées en l'article deux; bien entendu qu'aucun droit additionnel ne pourra être exigé d'aucun bateau à vapeur qui ne transporta d'une section du port à une autre dans le but seulement d'approvisionner pour mettre en mer.

Article 10. Les remorqueurs paieront pour chaque fois qu'il sterront pour prendre du bois de chauffage ou autre combustible, huit piastres à la municipalité dans les limites de laquelle ils aborderont et prendront le dit combustible.

Article 11. Les droits de Levée sur les bateaux ou bateaux à vapeur naviguant sur le fleuve et qui aborderont, et attiendront dans une section des limites incorporées du port, sont et demeurent fixés comme suit:

Pour chaque bat. à vap. au dessous de	75 tx.		$ 5
do	do	de 75 à 100 do	15
do	do	de 100 à 150 do	15
do	do	de 150 à 200 do	20
do	do	de 200 à 250 do	30
do	do	de 250 à 300 do	40
do	do	de 300 à 350 do	50
do	do	de 350 à 400 do	55
do	do	de 400 à 450 do	60
do	do	de 450 à 500 do	75
do	do	de 500 à 550 do	85
do	do	de 550 à 600 do	95
do	do	de 600 à 650 do	105
do	do	de 650 à 700 do	110
do	do	de 700 à 750 do	120
do	do	au dessus de	130

Article 12. Tout bateau ou autre embarcation arrivant dans les limites du port, portant du poisson, des légumes, des œufs ou autre provision, à l'effet d'approvisionner les marchés, seront entièrement exempts de tout droit de Levée; mais si les dits bateau ou bâtiments étaient autrement employés, ils seront sujets nonobstant le défaut de désignation de leur emploi dans la présente ordonnance, au paiement du droit de Levée susdénommé au tarif ci-dessus établi.

Article 13. Le terme allouée à chaque barque, chaloupe, bateau, bateau et skelle et tout autre petit navire ou engins dans le port sera de douze jours à dater de son arrivée, après lequel terme chacune des dites embarcations mesurant plus de soixante et dix pieds de longueur paiera chaque jour un droit additionnel d'une piastre; et chacune de celles mesurant moins de soixante dix pieds de longueur, soixante quinze cents.

Et dans le cas ou aucun des bâtiments susdits bougerait de son amarrage dans une municipalité pour se transporter dans une autre, il sera sujet au susdit droit additionnel de deux piastres par jour chaque jour qu'il sera ainsi retenu après le temps susdit.

Article 14. Toute propriétaire ou cocher d'une voiture publique de louage, qui se trouvera dans le port ou pendant la nuit et l'un des postes assignés pour les voitures publiques et qui refusera de conduire toute personne ou à une seule personne, de les transporter ou la transporter à l'une des parties de la ville ou à l'un des endroits, ou conformément aux tarifs et conditions, en la manière qui se trouve ces infos et spécifiées dans les dispositions de la présente ordonnance.

Article 9. La présente ordonnance aura son plein et entier effet dix jours après sa promulgation par le maire.

Article 10. Toutes ordonnances ou parties d'ordonnances entièrement ou partiellement incompatibles avec les dispositions ainsi que leur collecte, qui ne sont pas contraires aux dispositions qui précèdent, demeurent en vigueur; mais si elles sont contraires ou opposées, elles sont et demeurent par le présent abrogées.

Sur motion de H. Caldwell et le conseil n'étant pas disposé de ses règles ordinaires, l'ordonnance suivante a été adoptée avec un amendement au 5me. article par le Dr. Rogers.

Ordonnance concernant les voitures de louage dans la ville de la Nouvelle-Orléans.

Attendu qu'il résulte de graves inconvénients pour les citoyens et spécialement pour les étrangers de l'imperfection de l'ordonnance concernant les voitures de louage, approuvée le 10 avril 1839.

1o. En raison du taux élevé exigé pour le transport des passagers dans les limites incorporées.

2. En raison du taux élevé exigé pour les transports entre les parties incorporées et non incorporées.

3o. En raison du manque d'un tarif pour le transport des passagers depuis le soleil couchant jusqu'au soleil levant.

4o. En raison du manque d'un tarif pour le transport des passagers depuis la ville jusqu'au bac par le chemin du bayou ou par le chemin en coquilles, du nouveau Canal.

En conséquence, le conseil des trois municipalités réuni en conseil général, arrête ce qui suit:

Article 1er. A dater de la promulgation de la présente ordonnance tout propriétaire ou cocher d'une voiture publique de louage, roulant dans les limites incorporées ou non incorporées de la ville de la Nouvelle-Orléans, sera tenu de prendre des passagers pour toute partie incorporée ou non incorporée des limites des trois municipalités, à 1, 2 et 3 piastres par course, de la manière suivante, et le dit propriétaire ou cocher ne pourra exigé ou recevoir plus de 25 cents pour chaque passager.

Article 2. Pour ce voyage d'une municipalité à une autre dans les limites incorporées, on ne pourra pas être exigé ou perçu plus de vingt cinq cents pour chaque passager.

Article 3. Pour chaque voyage hors des limit s incorporées, soit en partant des limites incorporées pour aller dans les limites non incorporées, ou soit en partant des limites non incorporées pour se rendre dans une partie quelconque des limites incorporées des municipalités Nos 1, 2 et 3, il ne pourra pas être exigé ou perçu plus de cinquante cents pour chaque passager.

Article 4. Après le coucher du soleil les propriétaires ou cocher de voitures de louage auront droit d'exiger de chaque passager le double du tarif ci-dessus établi.

Article 5. Pour chaque voyage partant de l'une des municipalités Nos 1, 2et 3 pour se rendre au bord du Lac par le chemin en coquilles du nouveau Canal, il pourra être exigé et perçu plus de cinq piastres pour l'usage de toute voiture: bien entendu, que dans le cas où halte voiture serait retenue jusqu'après le coucher du soleil par les personnes qui auraient loué, le cocher pourra exiger une nouvelle licence de chaque heure qu'il sera ainsi retenu après le temps susdit.

Article 6. Tout propriétaire ou cocher d'une voiture publique de louage, qui se trouvera dans le port ou pendant la nuit et l'un des postes assignés pour les voitures publiques et qui refusera de conduire toute personne ou à une seule personne, de les transporter ou la transporter à l'une des parties de la ville ou à l'un des endroits, ou conformément aux tarifs et conditions, en la manière qui se trouve ces infos et spécifiées dans les dispositions de la présente ordonnance.

Article 7. Tout propriétaire ou cocher d'une voiture publique de louage sera tenu d'avoir et de conserver dans l'intérieur de sa voiture d'une manière ostensible, un exemplaire conveniablement encadrée et suspendue de la présente ordonnance, à défaut de quoi il sera sujet à payer une amende qui ne sera pas moindre de cinq piastres ni plus de vingt cinq piastres pour chaque contravention, recouvrable par devant tout tribunal compétent.

Article 8. Toutes ordonnances ou parties d'ordonnances qui sont contraires aux dispositions qui précèdent sont et demeurent abrogées.

Le Dr Luxenberg a présenté une résolution prévenant la nomination d'un comité chargé de s'enquérir s'il convient d'établir les cabarets de la ville de la Nouvelle-Orléans et de faire un rapport le plutôt possible.

Sur motion de M. W. Debuys;

Résolu, que ladite résolution demeure déposée indéfiniment sur le bureau.

M. Luxenberg ayant demandé l'appel nominal sur cette question.

Sur motion le conseil général s'est ajourné sine die.

D. AUGUSTIN, secrétaire.

VARIETÉS.

L'AMI DE TOUT LE MONDE.—Diogène, une lanterne à la main, cherchait un homme; l'auteur du G..... M. E. V...., sincerbait l'autre soir une lanterne dans la rue de Madame Athènes, une lanterne, enseigne obligatoire de l'excellent M. X...., commissionnaire en marchandises, sont aux de vingt ans, qui l'avait invité à l'un de ces dîners où, suivant l'axiome de Brillat-Savarin, les convives ne s'assoyent jamais moins nombreux que les Grâces, jamais plus que les Muses. M. E. V. cherchait donc un homme, quand tout à coup voilà qu'il lui en tombe une sur la tête, et pendant quelques instants y entend crier *gare*. Son chapeau avait subi cet effet. L'huile de colza coulait à flots sur son bel habit noir, et sur les parois de sa prison de verre il lisait d'un côté: *Dîners à 32 sous, potage trois plats et du dessert*, de l'autre: *restaurant, cabinet de société*. " Parbleu, s'écria-t-il, les officiers municipaux de cet arrondissement d'exercer librement les devoirs dont ils sont chargés, toute personne ainsi trouvée en contravention, sera sur conviction du fait, sujette à payer une amende qui ne sera pas moindre de vingt piastres et qui n'excédera pas cent piastres, par chaque contravention.

Article 17. Il sera obligatoire de la part de tout capitaine de navire ou bateau à vapeur, et de tout maître, propriétaire ou patron de toute embarcation, chaland, radeau ou cajeu d'effectuer le paiement des susdits droits établis à bord de leur navire ou embarcation respectivement, dans un délai qui ne devra pas excéder par l'officier compétent de chaque municipalité laquelle fera foi du payement du droit de Levée dans le cas où aucun des dits navires, embarcations &c. soupçonné de se soustraire au susdit droit de Levée dans les limites de la municipalité pour laquelle il devra passer par leur port ou collecteur de la municipalité dans les limites de laquelle il se sera ainsi transporté soit que ledit terme de trente jours ait expiré ou non à l'époque du dit déplacement.

Article 18. Toutes les amendes imposées en vertu de la présente ordonnance seront au profit de la municipalité dans laquelle la contravention aura été commise. Les dites amendes seront recouvrées sur la conviction du wharfinger, l'amende portera, si elle n'est pas payée volontairement, être reçue par le Trésorier qui en donnera quittance. Si le délinquant se retire de la paroisse, il devra être poursuivi par devant tout tribunal compétent.

Article 19. Il sera spécialement du devoir du wharfinger de chaque municipalité de faire au Contrôleur d'icelle un rapport hebdomadaire de tous les arrivées de navires avec désignation de leur tonnage, qu'ils soient ou non déchargé dans les limites du port, sous sa surveillance; lequel rapport hebdomadaire devra être soigneusement enregistré dans le bureau du dit contrôleur pour recours et inspection, et par ordre du maire requis.

Article 20. Dix jours après la promulgation de la présente ordonnance, les collecteurs des droits de wharfage dans les trois municipalités, feront tenir par leurs commis aux enrôlements de la douane, un registre dans lequel il sera fait des entrées journalières de tous les navires arrivant de la mer, avec les noms, tonnages, noms des maîtres et consignataires, le lieu de leur départ, leur tonnage; ce registre aura sur la droite de chaque feuille trois marges portant municipalités 1, 2, 3, et les quelles marges devront être remplis à autres entre ces municipalités, lorsque les dits navires partiront de la Levée indiquant qu'ils ont reçu le droit de Levée dû à leurs municipalités respectives; et chacun des dits collecteurs devra apposer par portions égales, les frais qui pourront être occasionnés par la mise à exécution des dispositions du présent article.

Article 21. Dans le cas de démission ou suspension d'aucun des officiers employés comme collecteurs de toute branche des revenus d'aucune des municipalités, le dit officier sera immédiatement requis de délivrer au trésorier de la municipalité de laquelle il aura reçu l'emploi, tous les livres, registres, comptes ou documens appartenant à son dit emploi.

Article 22. La présente ordonnance sera mise en vigueur dix jours après sa promulgation par le maire, et l'exécution des dispositions y contenues qui sont relatives à la police du port sera spécialement du ressort des officiers nommés par chaque municipalité pour cet objet.

Article 23. Toute ordonnance antérieure ou partie d'ordonnances relatives au droit de Levée et à la police du port qui pourrait être en contradiction ou opposition avec les susdites dispositions contenues dans la présente ordonnance, sont et demeurent par le présent abrogées.

ORDONNANCE prescrivant un mode uniforme de taxer sur les citalers, colporteurs &c., et sur les cabarets, auberges, &c., dans les trois municipalités de la ville de la Nouvelle Orléans.

Le conseil général des trois municipalités réunis en conseil général, arrêtent ce qui suit:

Article 1er. Une taxe de vingt piastres par an payable d'avance sera payée par tout marchand étalier ou colporteur, entre les mains du trésorier de chaque municipalité, et sur l'exhibition de la quittance dudit trésorier de toute personne ainsi trouvée en contravention, sera sur conviction du fait, sujette à payer une amende qui ne sera pas moindre de vingt piastres et qui n'excédera pas cent piastres, par chaque contravention.

Article 17. Il sera obligatoire de la part de tout capitaine de navire ou bateau à vapeur, et de tout maître, propriétaire ou patron de toute embarcation, chaland, radeau ou cajeu d'effectuer le paiement desdits droits établis à bord de leur navire ou embarcation respectivement, dans un délai qui ne devra pas excéder par l'officier compétent de chaque municipalité laquelle fera foi du payement du droit de Levée dans le cas où aucun des dits navires, embarcations &c. soupçonné de se soustraire au susdit droit de Levée dans les limites de la municipalité pour laquelle il devra passer par leur port ou collecteur de la municipalité dans les limites de laquelle il se sera ainsi transporté soit que ledit terme de trente jours ait expiré ou non à l'époque du dit déplacement.

Article 18. Toutes les amendes imposées en vertu de la présente ordonnance seront au profit de la municipalité dans laquelle la contravention aura été commise. Les dites amendes seront recouvrées sur la conviction du wharfinger, l'amende portera, si elle n'est pas payée volontairement, être reçue par le Trésorier qui en donnera quittance. Si le délinquant se retire de la paroisse, il devra être poursuivi par devant tout tribunal compétent.

Article 19. Il sera spécialement du devoir du wharfinger de chaque municipalité de faire au Contrôleur d'icelle un rapport hebdomadaire de tous les arrivées de navires avec désignation de leur tonnage, qu'ils soient ou non déchargé dans les limites du port, sous sa surveillance; lequel rapport hebdomadaire devra être soigneusement enregistré dans le bureau du dit contrôleur pour recours et inspection, et par ordre du maire requis.

Article 20. Dix jours après la promulgation de la présente ordonnance, les collecteurs des droits de wharfage dans les trois municipalités, feront tenir par leurs commis aux enrôlements de la douane, un registre dans lequel il sera fait des entrées journalières de tous les navires arrivant de la mer, avec les noms, tonnages, noms des maîtres et consignataires, le lieu de leur départ, leur tonnage; ce registre aura sur la droite de chaque feuille trois marges portant municipalités 1, 2, 3, et les quelles marges devront être remplis à autres entre ces municipalités, lorsque les dits navires partiront de la Levée indiquant qu'ils ont reçu le droit de Levée dû à leurs municipalités respectives; et chacun des dits collecteurs devra apposer par portions égales, les frais qui pourront être occasionnés par la mise à exécution des dispositions du présent article.

Article 21. Dans le cas de démission ou suspension d'aucun des officiers employés comme collecteurs de toute branche des revenus d'aucune des municipalités, le dit officier sera immédiatement requis de délivrer au trésorier de la municipalité de laquelle il aura reçu l'emploi, tous les livres, registres, comptes ou documens appartenant à son dit emploi.

Article 22. La présente ordonnance sera mise en vigueur dix jours après sa promulgation par le maire, et l'exécution des dispositions y contenues qui sont relatives à la police du port sera spécialement du ressort des officiers nommés par chaque municipalité pour cet objet.

Article 23. Toute ordonnance antérieure ou partie d'ordonnances relatives au droit de Levée et à la police du port qui pourrait être en contradiction ou opposition avec les susdites dispositions contenues dans la présente ordonnance, sont et demeurent par le présent abrogées.

ORDONNANCE prescrivant un mode uniforme de taxer sur les citalers, colporteurs &c., et sur les cabarets, auberges, &c., dans les trois municipalités de la ville de la Nouvelle Orléans.

Le conseil général des trois municipalités réunis en conseil général, arrêtent ce qui suit:

Article 1er. Une taxe de vingt piastres par an payable d'avance sera payée par tout marchand étalier ou colporteur, entre les mains du trésorier de chaque municipalité, et sur l'exhibition de la quittance dudit trésorier de toute personne ainsi trouvée en contravention, sera sur conviction du fait, sujette à payer une amende qui ne sera pas moindre de vingt piastres et qui n'excédera pas cent piastres, par chaque contravention.

Article 2. Toute personne tenant un hôtel ou pension public sera tenue annuellement à payer le nombre de pensionnaires ou logeurs qui pourront être accommodés dans chaque établissement, à raison de quatre piastres par chaque pensionnaire. *Bien entendu* qu'aucun hôtel ou pension ne pourra payer moins de soixante piastres ni plus de cinq cents piastres par an.

Article 3. Pour chaque restaurant dans lequel il n'y aura pas une buvette pour le détail et la distribution des liqueurs exceptés pour les liqueurs qui seront servies pendant les repas $100.

Pour tenir un café public dans lequel il y aura une buvette pour le détail et la distribution des liqueurs, par $300.

Pour tenir une pension pour la réception d'artisans ou de matelots, s'il n'y est pas tenu une buvette pour le détail et la distribution des liqueurs spiritueuses, par $50.

S'il est tenu dans ladite auberge une buvette ou dans un lieu tenant à ladite auberge, par an $200.

Article 7. Tous brasseurs ou vendeurs de bierre paie ront chacun une taxe annuelle de cinquante piastres.

Article 8. Toutes personnes tenant des billards paieront par chaque billard, par an, cinquante piastres.

Chacune desdites taxes, excepté celle sur les étaliers et colporteurs, et celle sur les marchands de seals, sera payable par quartier et d'avance, et une patente pour le coût de chaque licence, en revendre à la municipalité dans les limites de laquelle lesdits employeurs auront droit de faire leur trafic dans les limites des municipalités respectivement: lesdites licences expireront au 31 décembre de chaque année, sans qu'il puisse être fait aucune déduction quelconque pour le temps qui se sera écoulé entre l'époque de l'émission de la licence et le dit 31 décembre, et chacune de ces licences devra être renouvelée dans la première quinzaine de janvier de chaque année. Bien entendu que toutes les licences émises avant la promulgation de la présente ordonnance devront être rendues au maire à l'époque du paiement du 1er quartier restant, et une nouvelle licence devra être émise en paroles cas, ainsi que besoin sera, de manière à se conformer aux dispositions de la présente ordonnance.

Article 9. La présente ordonnance aura son plein et entier effet dix jours après sa promulgation par le maire.

Article 10. Toutes ordonnances ou parties d'ordonnances entièrement ou partiellement incompatibles avec les dispositions ainsi que leur collecte, qui ne sont pas contraires aux dispositions qui précèdent, demeurent en vigueur; mais si elles sont contraires ou opposées, elles sont et demeurent par le présent abrogées.

Sur motion de H. Caldwell et le conseil n'étant pas disposé de ses règles ordinaires, l'ordonnance suivante a été adoptée avec un amendement au 5me. article par le Dr. Rogers.

Ordonnance concernant les voitures de louage dans la ville de la Nouvelle-Orléans.

Attendu qu'il résulte de graves inconvénients pour les citoyens et spécialement pour les étrangers de l'imperfection de l'ordonnance concernant les voitures de louage, approuvée le 10 avril 1839.

1o. En raison du taux élevé exigé pour le transport des passagers dans les limites incorporées.

2. En raison du taux élevé exigé pour les transports entre les parties incorporées et non incorporées.

3o. En raison du manque d'un tarif pour le transport des passagers depuis le soleil couchant jusqu'au soleil levant.

4o. En raison du manque d'un tarif pour le transport des passagers depuis la ville jusqu'au bac par le chemin du bayou ou par le chemin en coquilles, du nouveau Canal.

En conséquence, le conseil des trois municipalités réuni en conseil général, arrête ce qui suit:

Article 1er. A dater de la promulgation de la présente ordonnance tout propriétaire ou cocher d'une voiture publique de louage, roulant dans les limites incorporées ou non incorporées de la ville de la Nouvelle-Orléans, sera tenu de prendre des passagers pour toute partie incorporée ou non incorporée des limites des municipalités Nos 1, 2 et 3, à 1, 2 et 3 piastres par course, de la manière suivante, et le dit propriétaire ou cocher ne pourra exigé ou recevoir plus de 25 cents pour chaque passager.

Article 2. Pour ce voyage d'une municipalité à une autre dans les limites incorporées, on ne pourra pas être exigé ou perçu plus de vingt cinq cents pour chaque passager.

Article 3. Pour chaque voyage hors des limit s incorporées, soit en partant des limites incorporées pour aller dans les limites non incorporées, ou soit en partant des limites non incorporées pour se rendre dans une partie quelconque des limites incorporées des municipalités Nos 1, 2 et 3, il ne pourra pas être exigé ou perçu plus de cinquante cents pour chaque passager.

Article 4. Après le coucher du soleil les propriétaires ou cocher de voitures de louage auront droit d'exiger de chaque passager le double du tarif ci-dessus établi.

Article 5. Pour chaque voyage partant de l'une des municipalités Nos 1, 2et 3 pour se rendre au bord du Lac par le chemin en coquilles du nouveau Canal, il pourra être exigé et perçu plus de cinq piastres pour l'usage de toute voiture: bien entendu, que dans le cas où halte voiture serait retenue jusqu'après le coucher du soleil par les personnes qui l'auraient louée, le cocher pourra exiger une nouvelle licence de chaque heure qu'il sera ainsi retenu après le temps susdit.

Article 6. Tout propriétaire ou cocher d'une voiture publique de louage, qui se trouvera dans le port ou pendant la nuit et l'un des postes assignés pour les voitures publiques et qui refusera de conduire toute personne ou à une seule personne, de les transporter ou la transporter à l'une des parties de la ville ou à l'un des endroits, ou conformément aux tarifs et conditions, en la manière qui se trouve ces infos et spécifiées dans les dispositions de la présente ordonnance.

Article 7. Tout propriétaire ou cocher d'une voiture publique de louage sera tenu d'avoir et de conserver dans l'intérieur de sa voiture d'une manière ostensible, un exemplaire conveniablement encadrée et suspendue de la présente ordonnance, à défaut de quoi il sera sujet à payer une amende qui ne sera pas moindre de cinq piastres ni plus de vingt cinq piastres pour chaque contravention, recouvrable par devant tout tribunal compétent.

Article 8. Toutes ordonnances ou parties d'ordonnances qui sont contraires aux dispositions qui précèdent sont et demeurent abrogées.

Le Dr Luxenberg a présenté une résolution prévenant la nomination d'un comité chargé de s'enquérir s'il convient d'établir les cabarets de la ville de la Nouvelle-Orléans et de faire un rapport le plutôt possible.

Sur motion de M. W. Debuys;

Résolu, que ladite résolution demeure déposée indéfiniment sur le bureau.

M. Luxenberg ayant demandé l'appel nominal sur cette question.

Sur motion le conseil général s'est ajourné sine die.

D. AUGUSTIN, secrétaire.

VARIETÉS.

L'AMI DE TOUT LE MONDE.—Diogène, une lanterne à la main, cherchait un homme; l'auteur du G..... M. E. V...., sincerbait l'autre soir une lanterne dans la rue de Madame Athènes, une lanterne, enseigne obligatoire de l'excellent M. X...., commissionnaire en marchandises, sont aux de vingt ans, qui l'avait invité à l'un de ces dîners où, suivant l'axiome de Brillat-Savarin, les convives ne s'assoyent jamais moins nombreux que les Grâces, jamais plus que les Muses. M. E. V. cherchait donc un homme, quand tout à coup voilà qu'il lui en tombe une sur la tête, et pendant quelques instants y entend crier *gare*. Son chapeau avait subi cet effet. L'huile de colza coulait à flots sur son bel habit noir, et sur les parois de sa prison de verre il lisait d'un côté: *Dîners à 32 sous, potage trois plats et du dessert*, de l'autre: *restaurant, cabinet de société*. " Parbleu, s'écria-t-il, les officiers municipaux de cet arrondissement d'exercer librement les devoirs dont ils sont chargés, toute personne ainsi trouvée en contravention, sera sur conviction du fait, sujette à payer une amende qui